

**Séance du Conseil général du 10 octobre 2005
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Jean-Maurice Jobin, Président du Conseil général
Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal
Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers, salue les représentants de la presse, le public, les représentants du bureau MFR géologie et Monsieur Jean-Ulrich Furrer de l'Office des forêts. Monsieur Jean-Maurice Jobin procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 19 membres du Conseil général sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Madame Dominique Monvert Joliat est excusée. Monsieur Cyril Jeanbourquin est absent.
Les membres du Conseil communal sont tous présents.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 33 du 21 septembre 2005.
- Par convocation à domicile.
- Par affichage public.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 27 juin 2005
3. Communications
4. Questions orales
5. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 350'000.00 destiné à la réalisation d'un ouvrage de protection contre les chutes de pierres et laves torrentielles pour le hameau de Biaufond (1^{ère} étape)
b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit de construction en emprunt ferme
6. a) Nomination d'une Commission d'étude pour la rénovation de la halle de gymnastique ou pour la construction d'une nouvelle halle de gymnastique
b) Définir le mandat de cette Commission

Aucune remarque n'étant faite, l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 27 juin 2005

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

3. Communications

a) Communications du Conseil général

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, signale qu'il a reçu une lettre en date du 29 août 2005 du Secrétariat du Parlement qui nous avise qu'il a transmis notre résolution relative au plan d'aménagement local à la Commission parlementaire de l'environnement et de l'équipement.

D'autre part, la journée de rencontre des Conseils généraux et Conseils de Ville du Jura et du Jura bernois aura lieu le 22 octobre prochain à Delémont. Les membres du bureau du Conseil général y sont invités.

b) Communications du Conseil communal

Monsieur Daniel Kurz signale qu'un crédit de Fr. 26'146.00, subventionné à 50%, a été accepté par le Conseil communal pour la réalisation du cadastre informatique suite au remaniement parcellaire des Communes du Noirmont et des Bois.

Comme différentes Communes des Franches-Montagnes, le Conseil communal a accepté de cotiser à raison de Fr. 1.00 par habitant pour la réalisation d'un mur de grimpe à Muriaux.

Un crédit supplémentaire de Fr. 6'000.00 a été accepté pour le curage des conduites d'eaux usées, afin de terminer l'élaboration du PGEE (plan général d'évacuation des eaux usées) de la Commune.

Le délai pour le commencement des travaux concernant les STEP du Cerneux-Godat et du Boéchet a pu être reporté au début du mois de juin 2006.

La vente d'une parcelle du Jourez a été ratifiée.

Avec ses différents partenaires, le Conseil communal a reconduit pour une année le contrat avec les cars postaux pour conserver la liaison Biaufond – La Chaux-de-Fonds. Pour les mois de juillet et août, trois courses supplémentaires ont été obtenues lors des week-ends.

Avant de pouvoir se développer davantage, la Commune des Bois doit refaire un plan de zones pour l'ensemble du territoire communal. Une Commission d'urbanisme a été créée dont les membres sont Madame Marianne Guillaume, Messieurs Paul-Justin Boillat, Gilles Cattin, Francis Sauser et Pierre Stauffer.

L'association « Aide suisse aux montagnards » a alloué un don de Fr. 40'000.00 à notre Commune pour la réalisation du réseau d'eau des Prés-Derrière. De plus, cette association nous promet de rechercher un fonds supplémentaire de Fr. 25'000.00 auprès de privés.

4. Questions orales

1) Monsieur Jean-Pierre Bouille

Concernant le plan de zones, Monsieur Bouille souhaite savoir si des informations peuvent d'ores et déjà être fournies.

Madame Marianne Guillaume précise que les membres de la Commission se sont réunis avec Monsieur Voisard, représentant du Service de l'aménagement du territoire. Les objectifs de la Commune ont été formulés, l'appel d'offres a été fait et l'ouverture des offres aura lieu mercredi prochain en présence des responsables cantonaux.

Monsieur Jean-Pierre Bouille est satisfait.

2) Madame Dominique Cattin

Madame Cattin souhaite connaître l'avancement du dossier de la crèche.

Madame Sabine Cattin précise que ce dossier a été transmis au Service de l'action sociale au début du mois de juillet dernier. Ce service devait préaviser ce projet avant de le transmettre plus loin. Le Conseil communal a repris contact avec le Canton, car aucune nouvelle ne lui était parvenue. Le Gouvernement n'acceptera pas de nouveau projet d'ouverture de crèche cette année. De plus, il a demandé des compléments d'informations au Service de l'action sociale, notamment en ce qui concerne les besoins et souhaite qu'un tarif uniformisé au niveau cantonal soit élaboré. Le Canton donnera des nouvelles concernant ce dossier au mois de janvier 2006.

Madame Dominique Cattin est satisfaite.

3) Monsieur Daniel Hubleur

Monsieur Hubleur rappelle que, aujourd'hui encore, un accident est survenu près de La Large-Journée. Il estime que ce secteur est extrêmement dangereux, les nombreux accidents s'y produisant en sont malheureusement la preuve. La semaine dernière, le Gouvernement jurassien annonçait le projet de traversée du village de Saignelégier et, en plus, décidait le transfert des montants prévus pour le secteur Muriaux – Le Noirmont pour celui du Bémont – Saignelégier, étant donné les oppositions relatives au premier tronçon. Sans vouloir contester le projet du Bémont qui mérite également une réfection, Monsieur Hubleur estime que les secteurs Les Bois – La Ferrière et Les Bois – Le Noirmont mériteraient de toute urgence des améliorations. Monsieur Hubleur reconnaît qu'il s'agit de routes cantonales, mais il estime important que notre Commune se positionne dans ce projet. Concernant ce transfert décidé par le Gouvernement, Monsieur Hubleur souhaite savoir si le Service des Ponts et Chaussées s'est approché de la Commune pour proposer une amélioration du secteur de La Large-Journée. Sinon, Monsieur Hubleur désire savoir si le Conseil communal est au courant de la planification des améliorations de la H18 du Noirmont à La Basse-Ferrière, ceci d'autant plus que la planification de ces travaux et le financement de la Confédération vont changer dès 2007 et que, conformément à un article paru, le Gouvernement planifie le secteur Le Bémont – Saignelégier jusqu'en 2009. Cela signifierait que rien d'autre ne serait prévu sur la H18 jusqu'à fin 2009. Aussi, si le Service des Ponts et Chaussées n'est pas intervenu, Monsieur Hubleur demande au Conseil communal s'il pourrait prendre contact avec le Gouvernement pour le sensibiliser à la problématique des accidents qui se produisent régulièrement dans ce secteur, afin qu'il revoie la planification des travaux de la H18.

Monsieur Jean-Marc Boichat précise que le Conseil communal a écrit au Service des Ponts et Chaussées en date du 28 avril 2005 pour lui demander s'il était possible d'entreprendre la réfection du secteur de La Large-Journée étant donné les oppositions relatives à la route des Emibois. Le Service précité a répondu que cette solution n'était pas envisageable. Monsieur Boichat précise qu'il est possible d'intervenir auprès du Gouvernement.

Monsieur Daniel Hubleur est satisfait de la réponse du Conseil communal, mais pas de celle du Gouvernement.

4) Monsieur Gabriel Bilat

Monsieur Bilat rappelle que, comme paru dans la presse, certains citoyens s'inquiètent pour la sécurité des enfants dans divers secteurs du village. Monsieur Bilat souhaite savoir si des ralentisseurs de vitesse seront créés dans le cadre de la réfection de la route du Bas du Village et s'il est prévu de réduire la vitesse dans d'autres secteurs, notamment la route de Biaufond pour laquelle une initiative avait été déposée.

Concernant la route du Bas du Village, Monsieur Jean-Marc Boichat signale que le Conseil communal a décidé d'installer un modérateur de trafic à la hauteur du chemin menant à la propriété de Monsieur Philippe Boichat. Au sujet des zones 30km/h, les membres du Conseil général seront appelés à prendre une décision lors de la prochaine séance. Monsieur Gabriel Bilat est extrêmement satisfait.

5) Monsieur Francis Sauser

Monsieur Sauser rappelle que la prise en charge du verre a été modifiée depuis le printemps dernier. Depuis ce moment-là, à plusieurs reprises, des bouteilles sont déposées autour de la benne car celle-ci est pleine. Monsieur Sauser souhaite savoir si l'augmentation de la quantité de verre est due à l'accroissement de la population du village et s'il ne serait pas judicieux de déposer une seconde benne ou de trouver une autre solution.

Monsieur Christophe Cerf précise que la Commune a commandé une benne plus grande qui devait arriver la semaine dernière pour remplacer l'ancienne benne qui sera déplacée au Boéchet. Monsieur Cerf rappelle que le verre n'est plus cassé, ce qui représente un volume plus important. Monsieur Francis Sauser est satisfait.

5. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 350'000.00 destiné à la réalisation d'un ouvrage de protection contre les chutes de pierres et laves torrentielles pour le hameau de Biaufond (1^{ère} étape)
- b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit de construction en emprunt ferme

Pour l'entrée en matière, Madame Marianne Guillaume rappelle que le Conseil général, en date du 30 mai dernier, a accepté un crédit de Fr. 50'000.00 afin d'effectuer des levés complémentaires sur le site de Biaufond. Les Conseillers généraux ont eu connaissance de ce dossier et en ont largement débattu. Le bureau MFR géologie a rendu son rapport. Monsieur Siffert présentera un compte rendu du dossier et se tiendra à disposition des membres du Conseil général pour répondre à leurs questions. Monsieur Furrer de l'Office des forêts est également présent et se tiendra à disposition des Conseillers. Les premières mesures à prendre concernant la protection et la sécurité du hameau de Biaufond s'élèvent à Fr. 350'000.00. Il s'agit de miner la colonne de rochers qui représente un danger imminent et de poser un premier filet de protection, cette année encore. Le Conseil communal recommande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

- a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 350'000.00 destiné à la réalisation d'un ouvrage de protection contre les chutes de pierres et laves torrentielles pour le hameau de Biaufond (1^{ère} étape)

Madame Marianne Guillaume signale que le rapport du bureau MFR fait état d'un crédit total de Fr. 1'022'000.00, honoraires votés inclus. Les instances fédérales ont répondu pratiquement immédiatement et donnent leur accord pour entreprendre les travaux les plus urgents. Les subventions fédérales et cantonales se monteront à environ 90%. L'octroi d'un premier crédit d'investissement de Fr. 410'000.00 est assuré encore pour cette année. Le reste des travaux pourrait se faire dès l'accord formel de la Confédération et du Canton qui pourrait intervenir au printemps prochain, en tenant également compte des subventions qui ne seront peut-être octroyées pour le reste des travaux qu'en 2008. Il semble que ce taux de subventions restera

inchangé, mais le Conseil communal n'a pas de confirmation écrite pour l'instant. Etant donné l'imminence des dangers, des travaux doivent être réalisés très rapidement. L'attribution de ceux-ci, selon la loi sur les marchés publics, peut se faire de gré à gré étant donné que les honoraires sont inférieurs à Fr. 150'000.00. Le risque d'éboulement étant présent et signalé comme imminent, il n'est plus possible de l'ignorer et de ne pas en assumer la responsabilité si les travaux principaux ne démarrent pas avant l'hiver. Madame Guillaume donne la parole à Monsieur Siffert.

Monsieur Siffert signale que les lois et ordonnances fédérales sur les forêts obligent les Cantons à établir la carte des dangers qui sert de base pour l'évaluation des dommages que les habitations pourraient subir et justifie économiquement des mesures de protection. L'établissement de la carte des dangers se fait en deux étapes. Tout d'abord, le danger est décrit et ensuite, il est évalué. A Biaufond, de nombreux gros blocs se situent dans la cuvette près du restaurant. Les dangers ont été estimés sur la base des volumes identifiés qui atteignent jusqu'à 15 m³, des hauteurs de chutes qui vont jusqu'à 30 mètres, des pentes qui sont de 45 à 50 degrés et du risque d'atteinte des habitations. Dans cette zone, une cinquantaine de blocs sont identifiés comme potentiellement dangereux. Suite à l'établissement de la carte des dangers, l'élaboration du projet de protection global est faite. Plusieurs variantes ont été étudiées. Tout d'abord, le statu quo qui est jugé inacceptable étant donné les risques, notamment dans la zone du restaurant. Ensuite, il serait possible de purger toutes les instabilités, mais le risque pour les habitations existantes n'est pas négligeable. De plus, cette solution ne résout pas tous les problèmes car, derrière un bloc purgé, il peut y avoir une autre instabilité. Une autre solution serait l'installation de filets de protection dans tout le secteur. Cette possibilité est relativement chère, environ Fr. 3'000.00 le mètre courant, et ne serait pas idéale dans certains secteurs car les rebonds de certains blocs sont estimés à plus de six mètres. Le bureau MFR a donc opté pour une variante mixte, c'est-à-dire l'installation de filets de protection, des stabilisations et mesures de surveillance pour les grosses masses. Dans ce projet, toutes les mesures de protection proposées ne présentent pas le même degré d'urgence. Tout le secteur Sud nécessite une stabilisation à court terme. C'est la raison pour laquelle le projet a été scindé en deux étapes. Un premier filet sera donc installé au-dessus du restaurant et la colonne de 15 m³ sera minée. Il faut toujours tenir compte des risques résiduels, la solution d'une protection totale n'existant pas. Le bureau MFR remercie la Commune pour la confiance témoignée.

Monsieur Gabriel Bilat précise que des grottes se situent dans cette zone et souhaite savoir si des protections ont été prévues les concernant. De plus, il aimerait savoir si des arbres seront abattus.

Monsieur Siffert précise que quelques arbres seront abattus pour la pose du filet et le minage, mais il ne s'agit pas d'un abattage expansif.

Monsieur Gabriel Bilat estime que le fait d'enlever des arbres pour mettre un filet ne sera pas esthétique.

Monsieur Siffert précise que, sur la ligne du filet, les arbres doivent obligatoirement être enlevés. Toutefois, ce filet ne sera pas en bordure de forêt. En ce qui concerne les grottes, le minage ne sera pas massif et le bloc sera uniquement déstabilisé par rapport à la falaise. Cela ne génèrera pas de grandes vibrations.

Monsieur Daniel Hubleur signale que les membres du PCSI sont conscients de la nécessité de réaliser une protection contre les chutes de pierres à Biaufond. Toutefois, ils souhaitent avoir plus d'informations concernant les étapes des travaux et savoir si la Commune a une garantie de subventionnement concernant les étapes suivantes. Monsieur Hubleur demande également si nous

aurons l'obligation de tout réaliser en cas d'acceptation de la première étape et si la part communale sera supérieure pour la suite des travaux.

Monsieur Furrer, responsable des dangers naturels au Service des forêts, précise que, d'ici 2007, des travaux subventionnés peuvent être effectués sur le territoire communal des Bois jusqu'à hauteur d'environ Fr. 400'000.00. Cette somme correspond plus ou moins aux travaux urgents à réaliser. C'est la raison pour laquelle une première étape a été décidée. En ce qui concerne la deuxième étape, celle-ci devra avoir lieu après 2007, lorsque la nouvelle péréquation financière sera en vigueur. Actuellement, il y a trop d'inconnues pour préciser le taux de subventions. On sait toutefois qu'il sera au moins de 50 à 60%. D'autre part, aucune obligation d'effectuer la suite des travaux n'est liée à la réalisation de la première étape. Par contre, pour cette dernière, il y a une obligation liée à l'urgence et une autre à l'aménagement du territoire. En effet, dans le secteur du restaurant, aucune possibilité de construire n'existe actuellement. Au niveau des travaux sylvicoles à effectuer, Monsieur Furrer signale que les arbres assument une très faible protection contre les chutes de pierres. Parfois, ils sont même dangereux car ils déstabilisent des pans de rochers. Il est donc clair qu'il faudra procéder à certaines coupes d'arbres en plus de ce qui a été dit précédemment. Ces coupes pourront être intégrées dans un projet sylvicole régional pour lequel la Commune participerait dans une faible mesure. A ce niveau-là, la Commune pourrait encore bénéficier de certaines subventions avantageuses jusqu'en 2007.

Personne ne souhaitant encore s'exprimer, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 5 a) de l'ordre du jour est accepté à une majorité évidente, sans avis contraire.

b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit de construction en emprunt ferme

Aucun membre ne souhaite prendre la parole.

Au vote, le point 5 b) est accepté à une majorité évidente, sans avis contraire.

6. a) Nomination d'une Commission d'étude pour la rénovation de la halle de gymnastique ou pour la construction d'une nouvelle halle de gymnastique
b) Définir le mandat de cette Commission

a) Nomination d'une Commission d'étude pour la rénovation de la halle de gymnastique ou pour la construction d'une nouvelle halle de gymnastique

Madame Dominique Boillat signale que, lors des différents débats relatifs aux travaux qu'il y avait lieu d'entreprendre pour le bâtiment de la halle de gymnastique, le Conseil communal a eu la conviction que la grande majorité des membres du Conseil général était acquise à l'idée d'entreprendre quelque chose. Si le score de la votation à l'issue de la séance du Conseil général était particulièrement serré, il était dû avant tout à la manière d'entreprendre le dossier. Cette même conviction s'est répétée après le scrutin populaire qui a vu la victoire des référendaires. Aussi, le Conseil communal propose, afin de reprendre le dossier, la constitution d'une Commission spéciale nommée par le Conseil général, conformément à l'article 50 du règlement d'organisation de la Commune et à l'article 15 du règlement du Conseil général. Ainsi, cette Commission travaillera sous la responsabilité du Conseil général. Ce dernier pourra être informé de façon officielle par les procès-verbaux de la Commission qui seront remis au Président du Conseil général et oralement par les représentants issus des partis qui seront nommés. Le Conseil communal invite les Conseillers généraux à accepter cette entrée en matière.

Aucun membre ne souhaite s'exprimer concernant l'entrée en matière.

Madame Dominique Boillat rappelle que, conformément au rapport remis aux Conseillers généraux, le Conseil communal propose que cette nouvelle Commission de la halle de gymnastique soit composée de huit personnes, selon la répartition suivante : un membre par parti politique, soit quatre personnes, un membre représentant les sociétés locales, un membre représentant les autorités scolaires, un membre représentant le Conseil communal et un membre représentant le comité référendaire.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion concernant la composition de cette Commission.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale que les membres du PLR ont été surpris par la grande quantité de personnes qui compose cette Commission et proposent de supprimer trois membres, à savoir ceux qui représentent les sociétés locales, les autorités scolaires et le comité référendaire. Ces personnes pourraient être invitées à l'occasion des débats de ces séances. Les membres du PLR estiment qu'il est irrationnel de réunir huit personnes, alors que l'ancienne Commission qui comportait moins de membres avait de la peine à se réunir. Le PLR fait donc la proposition ferme de créer une Commission comportant cinq membres. Les autres personnes pourront être invitées pour faire part de leurs besoins éventuels.

Monsieur Claude Gagnebin estime que, même si la proposition de Monsieur Bouille semble être acceptable concernant les membres du comité référendaire et des sociétés locales, elle ne l'est pas au sujet de la Commission d'école. Monsieur Gagnebin rappelle en effet que, l'année dernière, la Commune a été interpellée par la Commission d'école concernant la circulation dans la cour de l'école et il est apparu clairement qu'au niveau de la gestion des espaces scolaires, la Commission d'école est responsable. Monsieur Gagnebin voit donc difficilement que l'on puisse occulter la Commission d'école dans les démarches à entreprendre pour un bâtiment qui est, avant tout, destiné à l'enseignement de la gymnastique pour les écoles.

Monsieur Jean-Pierre Bouille maintient sa proposition. Il estime que rien ne stipule une telle obligation dans le règlement. La Commission d'école pourrait être consultée aussi souvent qu'elle le souhaite, les représentants scolaires également. Mais au niveau du travail de cette Commission, la présence d'un représentant de la Commission d'école n'est pas du tout nécessaire.

Monsieur Marcel Barthoulot comprend l'idée de Monsieur Bouille. Toutefois, il estime que la proposition du Conseil communal est tout à fait adéquate. Monsieur Barthoulot pense qu'il sera tout de même nécessaire de repartir sur des bases établies par les membres de l'ancienne Commission. Le fait d'avoir des personnes qui faisaient déjà partie de l'ancienne Commission apporterait un plus à la nouvelle Commission. Monsieur Barthoulot estime également que les sociétés locales devraient être représentées, étant donné qu'elles utilisent dans une large mesure la halle de gymnastique. Il n'est pas judicieux de les inviter à l'occasion à participer aux débats sans droit de vote. Monsieur Barthoulot soutient donc la proposition du Conseil communal.

Monsieur Daniel Hubleur rejoint l'avis de Monsieur Barthoulot. Si nous analysons le travail de la première Commission, il semble qu'un déficit d'informations et de communication ait eu lieu. Si, d'entrée, nous restreignons la composition de la nouvelle Commission, nous ne pourrions que retomber dans les mêmes travers. Monsieur Hubleur estime donc que la proposition faite par le Conseil communal reflète bien les différents milieux concernés par la réalisation. Nous pouvons très bien reprendre l'analyse faite par la première Commission qui a effectué un travail énorme. Il serait dommage de repartir à zéro. Monsieur Hubleur soutient donc également la proposition du Conseil communal qui paraît adéquate pour ce travail.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, met donc les deux propositions en opposition.

Au vote, la proposition du Conseil communal obtient 14 voix, contre 5 voix pour celle de Monsieur Jean-Pierre Bouille.

Le parti Liste Libre propose la candidature de Monsieur Denis Chappatte.

Le parti PCSI présente la candidature de Monsieur Olivier Boichat.

Le parti PDC propose la candidature de Monsieur Gabriel Cattin, Le Boéchet.

Le parti PLR présente la candidature de Monsieur Joris Wolhauser.

L'union des sociétés a proposé la candidature de Monsieur Alain Chappatte.

La Commission d'école a présenté la candidature de Madame Sabine Egger.

Le Conseil communal a proposé la candidature de Madame Dominique Boillat.

Le comité référendaire n'a présenté aucune candidature.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, rappelle que, si un Conseiller général s'oppose à son mode de procéder, il peut faire une autre proposition selon l'article 42.

Au vote, les personnes prénommées sont élues par 15 voix.

b) Définir le mandat de cette Commission

Madame Dominique Boillat rappelle que le mandat de la Commission est le suivant :

1. Définir ce qui doit impérativement être à disposition des écoles et, le cas échéant, établir la liste des vœux émanant des différents utilisateurs de la halle.

2. Définir de façon sommaire, sur la base des documents de l'ancienne Commission de la halle, les coûts :

- de rénovation du bâtiment actuel
 - de rénovation du bâtiment actuel avec la construction d'un nouveau bâtiment
 - de construction d'un nouveau bâtiment et la déconstruction du bâtiment actuel
- y compris les subventions qui pourraient être allouées.

3. Définir les coûts financiers et de fonctionnement des trois options étudiées.

4. Définir, avec l'aide du Canton, le type de procédure qui devra être appliqué au projet retenu.

Il va sans dire que les présentes propositions peuvent être débattues et être amendées par le Conseil général comme il lui plaira.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion concernant le mandat de la Commission de la halle.

Monsieur Thierry Bilat signale que les membres du groupe PCSI regrettent vivement le résultat de la votation populaire et saluent l'initiative du Conseil communal de relancer rapidement une nouvelle Commission d'étude. Dans le mandat présenté, les membres du PCSI proposent deux retouches. Tout d'abord, il s'agit d'une modification du point 4, pour lequel ils souhaitent que le type de procédure applicable ne concerne pas uniquement le projet retenu, mais qu'il soit déterminé pour chacun des projets étudiés, ceci afin que la démarche se réalise complètement pour tous les projets. Le choix d'une option serait alors plus transparent. Le point 4 serait donc libellé ainsi : définir, avec l'aide du Canton, le type de procédure qui devra être appliqué à chacun des projets étudiés. La seconde retouche concerne l'ajout d'un point 5 pour lequel les membres du PCSI proposent d'introduire un aspect temporel sous la forme d'un délai donné à la Commission pour réaliser son mandat, ceci afin de ne pas reporter aux calendes grecques la réalisation d'un nouveau projet. Le point 5 pourrait être libellé ainsi : répondre aux différents points du mandat dans un délai allant jusqu'à fin décembre 2006.

Monsieur Yann Chappatte désire poser une question directement au Conseil communal. Il a appris que le Conseil communal avait mandaté différents artisans qui se sont rendus dans la halle de gymnastique et l'ont visitée, afin de déterminer les travaux urgents à effectuer. Monsieur

Chappatte souhaite connaître les conclusions tirées de cette visite des locaux, ainsi que les éventuels travaux qui seront réalisés et leurs coûts.

Madame Dominique Boillat reconnaît qu'une visite de la halle a eu lieu, afin de déterminer les travaux urgents à entreprendre. Malheureusement, il ne s'agit que de la consolidation au niveau du toit et cela ne concerne pas les fenêtres ; ce ne sont pas de gros travaux. Madame Boillat n'a pas encore reçu de devis. Toutefois, le menuisier a dit oralement qu'il s'agira vraisemblablement d'une somme avoisinant les Fr. 1'000.00.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin estime que, concernant le point 2, une option n'a pas été prise en compte. Il s'agit de la vente ou la donation du bâtiment actuel. Monsieur Jeanbourquin propose donc d'ajouter cette notion.

Monsieur Germain Jobin souhaite rappeler que l'ancienne Commission avait déjà bien travaillé sur ce dossier. Pour les devis, il estime que nous arriverons environ aux mêmes montants si nous construisons un nouveau bâtiment. Au point 2, Monsieur Jobin pense qu'il faudrait ajouter la notion d'agrandissement du bâtiment actuel.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion et demande une petite interruption de séance afin de libeller les objets soumis au vote.

A la reprise de la séance, Monsieur Marcel Barthoulot demande la parole. Aucun membre ne s'oppose à ce qu'il puisse s'exprimer. Monsieur Barthoulot demande que l'agrandissement du bâtiment actuel soit ajouté au point 2.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, signale que cette notion sera effectivement proposée au point 2. Il clôt une nouvelle fois la discussion. Pour la votation, Monsieur Jobin propose de prendre chaque point séparément.

1) Définir ce qui doit impérativement être à disposition des écoles et, le cas échéant, établir la liste des vœux émanant des différents utilisateurs de la halle.

Au vote, le point 1 est accepté à une majorité évidente, sans avis contraire.

2) Définir de façon sommaire, sur la base des documents de l'ancienne Commission de la halle, les coûts :

- de rénovation du bâtiment actuel avec agrandissement éventuel
 - de rénovation du bâtiment actuel avec la construction d'un nouveau bâtiment
 - de construction d'un nouveau bâtiment et la déconstruction du bâtiment actuel
 - de la vente ou la donation du bâtiment actuel avec la construction d'un nouveau bâtiment
- y compris les subventions qui pourraient être allouées.

Au vote, le point 2 comme défini ci-dessus est accepté par 14 voix, sans avis contraire.

3) Définir les coûts financiers et de fonctionnement des quatre options étudiées.

Au vote, le point 3 susmentionné est accepté par 18 voix, sans avis contraire.

4) Définir, avec l'aide du Canton, le type de procédure qui devra être appliqué aux quatre options étudiées.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime qu'il n'est pas possible de passer le point quatre de la sorte, étant donné qu'il s'agit d'un amendement demandé par le PCSI.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose de mettre les deux propositions en opposition.

Au vote, le point quatre modifié conformément au vœu du PCSI est accepté par 12 voix, contre 7 voix pour la proposition initiale émanant du Conseil communal.

5) Répondre aux différents points du mandat dans un délai allant jusqu'à fin décembre 2006.

Au vote, le point 5 est accepté par 15 voix, avec 1 avis contraire.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, remercie les personnes présentes, leur souhaite une bonne fin de soirée et un bon retour dans leur foyer.

La séance est levée à 21h15.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :